

**Statement of the Chairman**  
**Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions**

**03 December 2020**

**Twelfth and final progress report on the enterprise resource planning project**  
*(ACABQ report A/75/7/Add.14; related reports A/75/386, A/75/159)*

Mr Chairman,

I am pleased to introduce the Advisory Committee's report on the enterprise resource planning project.

While noting that the twelfth progress report is indicated as the final annual update on the progress of Umoja, the Advisory Committee is not fully convinced that the project will be fully implemented and deployed by the end of 2020, and notes that the stabilization period is not clearly established. The Committee considers that there is a need to establish a clear record of the achievements and outstanding activities at the end of the project and stabilization phases of Umoja, and recommends that the Secretary-General be requested to submit a final report on the project phase and stabilization period of Umoja.

The Advisory Committee also intends to request the Board of Auditors conduct an independent assessment of the implementation status of the Umoja project with a view to identifying potential gaps, challenges and opportunities, quantifying the best practices and lessons learned and to present an update in the context of its next annual progress report on the implementation of Umoja. The Committee notes that in some cases, the Board and the Secretariat expressed differing views as to the planned scope and implementation status of the UE2 solutions in terms of processes, functionality and entities to be covered.

In its report the Advisory Committee has made a number of observations and recommendations on the information to be included in the final report. This includes for instance, details on the planned processes, functionality and coverage of each of the six UE2 project, progress made towards their implementation and deployment, and the remaining activities to be completed after the end of the project phase.

With regard to the Secretary-General's proposals related to mainstreaming, the Advisory Committee is recommending that the General Assembly authorize the Secretary-General to establish the proposed governance model and the ERP Solution Division for a period of one year, and to provide in his final report an assessment of the efficiency and effectiveness of the governance model and the organizational structure of ERP Solution Division, including the dual reporting lines of the Division. The Committee further recommends that the General Assembly request the Secretary-General to reassess the resource requirements for the maintenance phase of Umoja, taking into account the stabilization activities, the workload assessment and capacity development, and to resubmit in the final report, his proposals for the financing of the ERP Solution Division and business support functions with detailed justifications.

As to the proposed resource requirements, pending submission of the assessment of the organizational structure of the ERP Solution Division and reassessment of the requirements for the maintenance phase of Umoja, the Advisory Committee recommends that the General Assembly approve the establishment of the 68 posts proposed for the Division as temporary posts for one year. The Committee further recommends that the General Assembly request the Secretary General to include in his final report on the project phase of Umoja an updated proposal for the resource requirements of the ERP Solution Division, including detailed justifications for the requirements and grade levels of the individual posts proposed, based on their functions and workload.

In addition, in view of the proposed capacity of the ERP Solution Division, the Advisory Committee recommends that the proposed requirements under other staff costs be reduced by two positions (one P-4, one P-3) to provide for a total of 15 positions initially, progressively reduced to 12 positions by the end of the 2021. The Committee further recommends that the proposed resources for travel of staff be reduced by 15 per cent. The Committee considers that further efforts can be made to use on-line training opportunities to the extent feasible, as well as to limit in person meetings and use alternative means of communication in light of experience acquired during the COVID-19 pandemic. In view of the pattern of expenditures, the Advisory Committee further recommends that the General Assembly reduce the proposed requirements for consultants by 10 per cent.

Thank you, Mr Chairman.

**Déclaration du Président**  
**Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires**

**Le 3 décembre 2020**

**Douzième et dernier rapport d'étape sur le progiciel de gestion intégré**  
*(Rapport du Comité consultatif : report A/75/7/Add.14 ; rapports correspondants : [A/75/386](#),  
[A/75/159](#))*

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de présenter le rapport du Comité consultatif sur le progiciel de gestion intégré.

Tout en notant que le douzième rapport d'étape est censé constituer la dernière mise à jour annuelle sur l'état d'avancement du projet Umoja, le Comité consultatif n'est pas entièrement convaincu que le projet sera pleinement mis en œuvre d'ici à la fin de 2020 et relève que la période de stabilisation n'est pas clairement définie. Le Comité estime qu'il est nécessaire de dresser un bilan clair des activités qui ont été réalisées et des activités qui restent inachevées à la fin des phases de projet et de stabilisation d'Umoja. Il recommande que le Secrétaire général soit prié de présenter un rapport final sur la phase de projet et sur la période de stabilisation d'Umoja.

Le Comité consultatif a également l'intention de demander au Comité des commissaires aux comptes de procéder à une évaluation indépendante de l'état d'avancement de la mise en œuvre du projet Umoja en vue de recenser les lacunes existantes, les défis à relever et les possibilités à exploiter, de quantifier les bonnes pratiques et les enseignements tirés et de présenter une mise à jour dans le cadre de son prochain rapport annuel sur l'état d'avancement de la mise en œuvre d'Umoja. Le Comité note que le Comité des commissaires aux comptes et le Secrétariat ont parfois exprimé des avis divergents quant à la portée prévue et à l'état d'avancement de la mise en œuvre des solutions Umoja-Extension 2 (UE2) relativement aux processus, aux fonctionnalités et aux entités concernées.

Dans son rapport, le Comité consultatif a formulé plusieurs observations et recommandations sur les informations devant figurer dans le rapport final. Devraient notamment être fournis des renseignements sur les processus, les fonctionnalités et la couverture prévus de chacun des six sous-projets UE2, sur les progrès réalisés dans leur mise en œuvre et leur mise en service, ainsi que sur les activités restant à réaliser après la fin de la phase de projet.

En ce qui concerne les propositions du Secrétaire général relatives à la prise en main, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale autorise le Secrétaire général à mettre en place le modèle de gouvernance proposé et la Division du progiciel de gestion intégré pour une période d'un an, et lui demande de fournir dans son rapport final une évaluation de l'efficacité et de l'efficience du modèle de gouvernance et de l'organigramme de la Division, y compris de son double rattachement hiérarchique. Le Comité recommande également que l'Assemblée prie le Secrétaire général de procéder à une réévaluation des ressources nécessaires pour la phase de maintenance d'Umoja, en tenant compte des activités de stabilisation, de l'évaluation de la charge de travail et du renforcement des capacités, et de présenter à nouveau, dans le rapport final, ses propositions de financement de la Division du progiciel de gestion intégré et des activités d'appui, accompagnées de justifications détaillées.

S'agissant des prévisions de dépenses, dans l'attente de la présentation de l'évaluation de l'organigramme de la Division du progiciel de gestion intégré et de la réévaluation des ressources nécessaires pour la phase de maintenance d'Umoja, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'approuver la création des 68 postes proposés pour la Division comme postes temporaires pour une durée d'un an. Le Comité recommande également que l'Assemblée prie le Secrétaire général de faire figurer dans son rapport final sur la phase de projet d'Umoja une proposition actualisée concernant les ressources nécessaires pour la Division du progiciel de gestion intégré, y compris des justifications détaillées sur la nécessité des différents postes proposés et leur classe au regard des fonctions et de la charge de travail correspondantes.

Par ailleurs, compte tenu de la capacité proposée pour la Division du progiciel de gestion intégré, le Comité consultatif recommande de réduire de deux postes (un P-4 et un

P-3) les ressources demandées au titre des autres dépenses de personnel afin de disposer initialement d'un nombre total de 15 postes devant être progressivement ramené à 12 d'ici à la fin de 2021. Le Comité recommande également de réduire de 15 % le montant des ressources demandées au titre des voyages du personnel. Il estime que davantage peut être fait pour exploiter au maximum les possibilités de formation en ligne ainsi que pour limiter les réunions en personne en utilisant d'autres moyens de communication à la lumière de l'expérience acquise à l'occasion de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Au vu de la structure des dépenses, il recommande enfin que l'Assemblée réduise de 10 % le montant des ressources demandées au titre des consultants.

Je vous remercie, Monsieur le Président.